

Pont-à-Mousson

en parle

GRAND
ENTRETIEN

Julien Vaillant :

Son rôle de conseiller régional, son opinion sur Philippe Richert, son soutien à Arnaud Montebourg pour la Primaire à gauche ou ses ambitions sur Pont-à-Mousson, Julien Vaillant n'élude aucun dossier avec la détermination qui le caractérise.

Je ne passe pas inaperçu dans les rues de Pont-à-Mousson où sa grande silhouette déambule en cette matinée de la Toussaint. Attribué à l'un des bars incontournables de la place Duroc où il sirote un petit noir, Julien Vaillant, le conseiller régional, le leader de la gauche sur le territoire, possède déjà une solide expérience du haut de ses 39 piges. Les mauvaises langues diront qu'il enchaîne les déconvenues, les déceptions et que son attitude lors des dernières élections régionales en a choqué plus d'un. Logiquement marqué par ce feuilleton qui a mis en lumière des divisions dans son parti et qui n'a pas fait monter sa cote en flèche, ce bossueur énergique et précis dans ses interventions et ses dossiers comme un coucou suisse entend repartir de l'avant et tracer son destin comme il l'entend. Un destin qui passe par la ville dirigée par Henry Lemoine qu'il rêve de lui chiper un jour où l'autre.

Julien Vaillant, le conseiller régional

Comment vivez-vous votre rôle de conseiller régional d'opposition ?

« C'est déjà un rôle compliqué au regard de la physiologie politique de l'hémicycle qui a considérablement été remanié : une centaine d'élus de droite, une quarantaine du FN et 19 socialistes. La première difficulté est de se faire entendre. Maintenant, c'est un mandat passionnant, un mandat nouveau puisqu'il ne s'inscrit dans aucune continuité, la collectivité étant nouvelle par son périmètre, mais aussi par ses compétences. Il y a quelque chose à inventer collectivement. Cette nouvelle région est unique, sans aucune doute la plus complexe à faire fusionner. Pourquoi ? Car elle est issue de la fusion de trois régions avec des identités politiques et des cultures différentes. Il faut parvenir à créer un climat propice au développement économique dans une région qui a de nombreux atouts : son caractère industriel ou sa dimension transfrontalière. On possède les ingrédients pour être une vitrine de la France à condition d'entraîner les autres. Il faut que l'on soit davantage dans la conviction que dans

l'imposition. Philippe Richert est aujourd'hui plus à imposer qu'à essayer de convaincre. »

On vous sent presque plus motivé que lorsque vous étiez au pouvoir à de la Région Lorraine, sous la présidence de Jean-Pierre Masseret...

« J'ai pris à bras-le-corps ce nouveau mandat. La réforme nous imposait de changer nos manières de faire. Cette réflexion a été amplifiée par l'épisode de l'entre-deux-tours des élections régionales 2015. On a une responsabilité collective dans cette affaire, qui a conduit à un déclin de l'électorat de gauche. Politiquement, affectivement, c'est quelque chose de très difficile à vivre et à accepter. On était en pleine campagne électorale, en plein combat avec l'ensemble des colistiers et du jour au lendemain est apparue une division. Il y aura un avant et un après dans mon parcours politique. Du coup, j'ai une vraie frustration de ne pas piloter ce chantier régional. »

Pouvez-vous revenir sur cette entre-deux-tours et sur cette décision de « démissionner » de la liste menée par Jean-Pierre Masseret ?

« Je n'ai jamais effectué de volte-face. J'ai toujours dit qu'il fallait se retirer si notre liste socialiste arrivait en troisième position le soir du premier tour. Il a toujours été hors de question de confondre l'adversaire que représente la droite et l'ennemi qui est le FN. Quand j'entends Florian Philippot dans l'hémicycle, je ne regrette à aucun moment cette position de principe. »

J'ai deux résipiscences dans ce scrutin. La première est la division de la gauche. Si l'on avait trouvé un terrain d'entente avec les communistes et les écologistes, nous aurions fini devant Philippe Richert après le premier tour.

Jean-Pierre Masseret fait ensuite une erreur politique en pensant que l'on règle durant l'entre-deux-tours un débat aussi complexe que celui du combat face à l'extrême droite. C'est un débat beaucoup plus profond. La vocation d'un électeur de gauche n'est pas de voter à droite. Il s'agit simplement d'une logique défensive dans un climat d'urgence politique. Dès le début je pensais que notre équipe appliquerait les consignes du Parti socialiste. Or, il n'en a rien été. Et c'est là que je me mets co-responsable. Surtout en tant que président du

groupe socialiste de la Région Lorraine. J'en ai d'ailleurs payé le prix fort. J'ai sous-estimé la sensibilité que pouvaient avoir d'autres élus sur ce sujet et il aurait été plus judicieux d'avoir ce débat avant le premier tour. On sort toujours d'une élection comme on y est entré. Et sur ce sujet, on y est entré dans l'ambiguïté la plus totale. »

Vous aviez cependant annoncé durant l'entre-deux-tours ne pas vouloir siéger au conseil régional en cas d'élection malgré vous à cause du maintien de la liste de Jean-Pierre Masseret avant de faire machine arrière...

« Je ne me sentais pas légitime pour siéger. Je voulais vraiment démissionner, mais je me suis plié à la règle collective, à la décision du Parti socialiste. C'est un choix que j'assume aujourd'hui en me consacrant totalement à mes fonctions de conseiller régional. (Long silence) J'ai peut-être ce regret là sur cette séquence. C'est désormais du passé et je préfère regarder devant moi. »

Quelles sont aujourd'hui vos relations avec Jean-Pierre Masseret ?

« Elles sont plutôt bonnes. Nous sommes amenés à nous voir régulièrement. On continue d'arpenter des chemins différents. Lui soutient Emmanuel Macron, moi Arnaud Montebourg. C'est l'occasion de débats assez intenses entre nous. Je ne personnalise cependant pas la politique. J'ai eu un désaccord majeur avec lui et je l'ai exprimé. Il existe néanmoins entre nous plus de points de convergence que de points qui nous séparent. Je n'ai pas oublié les belles années passées à la tête de la Région Lorraine et un bilan politique globalement positif. »

Quel est votre avis sur Philippe Richert ?

« Philippe Richert donne l'impression de bien faire. Il consulte, il est sur le terrain. Au final, il tranche toujours dans le même sens : celui de son sur-moi alsacien. Cet élu n'a connu qu'une manière de faire en tant que patron de la Région Alsace et il finit par imposer ce modèle. Il s'agit d'une critique mais pas dans le sens « l'Alsace contre le reste du monde ». Il n'arrive sim-

plement pas à appréhender l'idée que c'est une collectivité nouvelle, une histoire nouvelle à écrire et pour moi c'est un vrai regret. Cette région doit être l'addition des réussites de chacun. Et non pas l'imposition du dogme de l'un sur tous les autres. Rien ne trouve grâce à ses yeux dans ce qui a été réalisé dans les autres régions. Lorsque l'on inaugure les lycées de Pont-à-Mousson, il est là ce qui est très bien mais il critique notre politique éducative. »

Philippe Richert est l'élue classique de droite. Je pensais découvrir quelque chose de cette droite humaniste alsacienne, un peu comme son prédécesseur Adrien Zeller. Pas du tout, c'est un personnage bien plus conservateur. Il

n'arrive pas à sortir de son costume de président de la Région Alsace, aussi bien dans la méthode que les actes. Le nom de la région est l'exemple le plus concret. C'est aussi quelque chose qui dirige de manière très

personnelle et très solitaire sa collectivité. On a l'impression que son premier vice-président est aussi son directeur général des services. Il fait très peu confiance à ses vice-présidents. Jean-Pierre Masseret déléguait par exemple beaucoup plus. Philippe Richert dirige de manière centralisée et ne cède qu'aux barons locaux. Il va céder fortement aux élus de la droite de Champagne-Ardenne car il y a des poids lourds comme François Baroin ou Benoist Apparu. La Lorraine pourrait être la grande sacrifiée de cette gouvernance, on pourrait assister à la grande diagonale du vide de la méthode Richert. Henry Lemoine souhaitait par exemple récupérer la présidence de l'aéroport ou de l'abbaye des Prémontrés, ce qui semble logique. On lui a refusé et c'est comme ça pour beaucoup de choses. Philippe Richert est également en conflit avec Patrick Weiten, le président du CD57 qui vient de créer une agence d'attractivité pour maintenir des compétences économiques au Département. C'est exactement ce qu'il ne faut plus faire : être chacun campé dans ses fiefs et fonctionner de manière féodale. »

Julien Vaillant et la politique nationale

Y a-t-il un candidat à droite qui ne vous déplaît pas ?

« Très sincèrement non. Il y a des hommes de droite que je respecte. Je suis le débat, mais rien n'a retenu mon attention. Sans doute car la Primaire n'est pas dans la cul-



« Pont-à-Mousson demeure le socle de mon engagement »

des institutions, on n'en finit pas de chercher l'homme providentiel qui n'existe pas. Il faut absolument changer. Je ne crois pas à la démocratie participative pure, mais à la démocratie consultative. Il y a le temps de l'élection, mais il faut organiser en permanence des allers-retours avec nos concitoyens. Le projet de VI^e République d'Arnaud Montebourg permettrait une modernisation de nos institutions, ce qui me semble aujourd'hui indispensable pour ne pas aller droit dans le mur. »

Question subsidiaire et d'actualité, connaissez-vous le prix d'un pain au chocolat ?
« Je le paie 1,10 € Je le sais car c'est l'un de mes engagements familiaux du dimanche matin. J'aime d'ailleurs beaucoup discuter avec ma boulangère de la rue Gambetta, car c'est un beau reflet de la vie de quartier. Je ne fais en tout cas pas de procès d'intention à Jean-François Copé. Sa réponse incarne néanmoins une certaine déconnexion de la réalité du quotidien car avec 0,15 € on n'achète plus rien aujourd'hui. »

Julien Vaillant et Pont-à-Mousson

La ville de Pont-à-Mousson est-elle toujours une priorité pour vous ?

« J'habite ici depuis maintenant 10 ans. Je suis un amoureux de cette ville et de ses habitants. C'est une ville qui a une énergie et des atouts incroyables. Elle demeure le socle de mon engagement et elle le restera toujours. Il faut toujours articuler, enraciner son action politique dans l'engagement local sinon on ne connaît plus le prix d'un pain au chocolat. Je ne peux pas dire aujourd'hui que je serai à nouveau candidat aux prochaines élections municipales. Non pas que je n'en ai pas envie, mais c'est beaucoup trop tôt. La décision sera collégiale, prise en temps et en heure. Une chose est certaine : je suis actuellement le responsable de l'opposition municipale et le leader de

la gauche sur le territoire. C'est un rôle que j'assume et que j'incarne. Ma mission est de ramener cette ville à gauche. Pont-à-Mousson est historiquement à droite, elle n'a basculé

qu'une fois depuis la Révolution en 1989 avec Yvon Tondon, une figure. Quand je suis arrivé ici en 2007, la gauche n'existait plus. Il a fallu tout reconstruire de A à Z : les

réseaux, une équipe. Mon action politique se trace sur la durée. J'estime qu'il me faut trois mandats pour être en situation de faire rebasculer la ville à gauche. Je ne me place pas en rival d'Henry Lemoine car nous ne sommes pas de la même génération. Henry Lemoine a été élu maire quand je devenais bachelier. C'est quelqu'un qui administre depuis plus de 20 ans une ville qui a un potentiel extraordinaire, mais ne l'a pas remise en perspective. Il n'a pas voulu non plus s'entourer. Ce n'est pas ma façon de faire de la politique. Je pense qu'il faut savoir faire émerger des talents. J'en ai plusieurs autour de moi comme Jennifer Barreau ou Stéphane Cunat. Henry Lemoine ne laisse par exemple pas Stéphane Pizelle prendre son envol et s'emparer réellement du costume de conseiller départemental. »

Devenir maire de Pont-à-Mousson ne serait-il pas un aboutissement pour vous ?

« Je suis arrivé à la Région en 2004, j'avais 27 ans et j'étais le benjamin de l'hémicycle. J'ai vécu une vraie déception car ces collectivités sont des pétroliers. Il faut 5 ans pour les dévier de 2 centimètres. L'avantage de l'action locale est dans sa concrétisation : très rapide, voire immédiate. On est inscrit dans le quotidien des gens. Je ne délaisserai jamais ce chantier. Je persiste à dire que Pont-à-Mousson a un rôle singulier entre Nancy et Metz, avec qui l'on ne boxe pas dans la même catégorie. Mais on a ce particularisme de pouvoir unir les deux. En terme d'aménagement et d'équilibre des territoires, c'est quelque chose de fondamental à réaliser à l'heure actuelle. Par des Mussipontains et non par le maire de Metz et/ou Nancy. »

Propos recueillis par Arnaud Demmerlé